

L'Union africaine donnera pour consigne de ne pas arrêter Bachir

@rib News, 24/07/2010 - Source Reuters L'Union africaine va donner pour consigne aux Etats membres de ne pas arrêter le président soudanais Omar Hassan al Bachir en dépit d'un mandat d'arrêt de la Cour pénale internationale, selon un projet de résolution de l'UA. Bachir a été inculpé l'an dernier par la CPI de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité au Darfour. Ce mois-ci, la CPI y a ajouté l'inculpation de génocide en l'accusant d'avoir ordonné des viols, des actes de torture et des meurtres dans cette région de l'ouest du Soudan.

"(L'UA) réaffirme sa décision que les Etats membres de l'UA ne devront pas coopérer avec la CPI dans l'arrestation ou le transfert (à la CPI) du président Bachir", dit le projet de résolution. Une trentaine de chefs d'Etat africains doivent se réunir de dimanche à mardi à Kampala pour un sommet de l'UA. Bien que l'ordre du jour soit dominé par la crise somalienne, le Soudan et l'inculpation de Bachir seront aussi évoqués. Au sommet d'Addis Ababa, en janvier, l'UA n'était pas allée jusqu'à dire à ses membres de ne pas arrêter le président soudanais. Bachir s'est rendu cette semaine au Tchad où les autorités ont déclaré après son arrivée qu'elles n'étaient pas tenues de l'arrêter, en dépit d'un appel de la CPI. Il a ensuite regagné son pays et son porte-parole a déclaré que le déplacement au Tchad constituait pour lui "plus qu'une double victoire" sur la Cour. Une trentaine de pays africains sont membres de la CPI, mais il y a une querelle juridique sur la question de savoir laquelle des deux appartenances - à l'UA ou à la CPI - a la prééminence. Le texte en projet dénonce l'attitude du procureur Luis Moreno-Ocampo. "(L'UA) exprime ses préoccupations quant à la conduite du procureur de la CPI qui a fait des déclarations inacceptables concernant le cas du président Bachir, du Soudan et sur d'autres situations en Afrique", dit le texte. Certains dirigeants africains disent que le tribunal s'acharne à poursuivre des Africains sans se préoccuper des crimes de guerre sur d'autres continents. Jean Ping, président de la Commission de l'Union africaine, a déclaré que la décision de poursuivre Bachir avait torpillé les efforts de paix au Soudan. "Nous devons trouver un moyen pour (les Soudanais) de coopérer et de ne pas repartir en guerre. C'est ce que nous faisons, mais Ocampo ne s'en soucie pas. Il veut seulement attraper Bachir", a-t-il dit.